



## CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Vingt-neuvième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Jeudi 7 avril 1960,  
à 15 h 15

NEW YORK

## SOMMAIRE

	Page
<i>Point 4 de l'ordre du jour:</i>	
<i>a) Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (fin);</i>	
<i>b) Rapport de la Société financière internationale (fin) . . . . .</i>	27

Président: M. C.W.A. SCHURMANN (Pays-Bas).

## Présents:

Les représentants des Etats suivants: Afghanistan, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Costa Rica, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Japon, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Argentine, Australie, Canada, Grèce, Haïti, Inde, Irlande, Israël, Mexique, Pérou, Roumanie, Salvador, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats non membres suivants: République fédérale d'Allemagne, Saint-Siège.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

## POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

- a) Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (E/3314, E/3314/Add.1 et Corr.1) [fin];
- b) Rapport de la Société financière internationale (E/3315 et Add.2) [fin]

1. M. HESSELLUND-JENSEN (Danemark) dit que la délégation danoise a étudié avec soin le rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (E/3314, E/3314/Add.1 et Corr.1) et écouté avec grand intérêt la déclaration de son président à la séance précédente. Il ressort clairement du rapport que la Banque contribue de plus en plus au financement des besoins d'équipement et de crédit à long terme. La part qu'elle prend dans l'expansion économique équilibrée des pays peu développés, en prêtant son concours à leurs programmes de développement particuliers, est d'autant plus importante

que ces pays ne partagent pas entièrement la prospérité actuelle des pays occidentaux.

2. Le représentant du Danemark a noté avec satisfaction que l'accroissement des opérations de prêt effectuées par la Banque au cours des deux dernières années n'a pas eu pour résultat d'affaiblir son crédit; la preuve en est que d'autres institutions financières, dont les banques commerciales, ont participé activement à ses prêts et que la Banque elle-même fait appel de plus en plus à des fonds empruntés sur les marchés de capitaux internationaux.

3. M. Hesselund-Jensen s'est particulièrement intéressé au chapitre du rapport qui concerne les activités de la Banque dans des domaines autres que celui des prêts. En contribuant à atténuer les tensions économiques, en étudiant les aspects économiques de l'énergie atomique et en faisant des enquêtes économiques générales à l'intention des Etats membres, la Banque joue un rôle extrêmement important et le représentant du Danemark exprime l'espoir qu'elle continuera à étudier les questions qui présentent un intérêt essentiel pour tous les pays.

4. Le Danemark remercie la Banque de lui avoir consenti un prêt qui permettra de financer la construction de nouvelles centrales électriques. En partie à cause du renforcement des mesures de protectionnisme agricole dans certains pays où s'écoulaient traditionnellement ses produits agricoles, le Danemark a été contraint d'entreprendre un vaste programme d'industrialisation que ses propres ressources en capitaux ne suffisent pas à financer. M. Hesselund-Jensen a fait mention du prêt de la Banque parce qu'il montre que cette institution, tout en s'occupant principalement d'aider les pays peu développés, ne néglige pas non plus ses responsabilités à l'égard des pays plus développés.

5. Dynamisme et équilibre sont les deux éléments indispensables à l'expansion économique d'un pays, quel que soit le stade de développement qu'il a déjà atteint, et la Banque peut se prévaloir de succès considérables dans ce qu'elle a fait pour l'équilibre dynamique. Le représentant du Danemark est persuadé qu'elle continuera de jouer un rôle très utile en aidant les Etats membres à réaliser une expansion équilibrée de leurs économies.

6. M. SHANAHAN (Nouvelle-Zélande) se félicite du rapport de la Banque et remercie son président du brillant exposé dans lequel il a analysé les problèmes de développement qui se posent dans le monde et le rôle que la Banque joue dans leur solution.

7. Les fonctions de la Banque évoluent progressivement. L'un des services les plus utiles qu'elle rend est d'entreprendre, à la demande des gouvernements, des études sur leurs problèmes de développement économique. Ces études sont précieuses, non seulement parce qu'elles servent de base à une assistance en vue de projets déterminés, mais encore parce qu'elles indiquent de quelle manière il est générale-

ment le plus avantageux d'accélérer l'expansion, tant du point de vue économique que social. Jusqu'à présent, la Banque n'a pas effectué moins de 19 études générales de cet ordre. Elle a rendu aussi les plus grands services au Fonds spécial par ses conseils et par son assistance en matière d'administration. En offrant des programmes de formation de personnel à de nombreux pays sous-développés et en leur prêtant les services des plus qualifiés de ses agents, elle a fait beaucoup pour donner à ces pays les administrateurs et les cadres compétents dont la pénurie avait été jusque-là l'une des principales entraves au développement.

8. De plus, la Banque a remarquablement contribué à la solution de nombreux problèmes internationaux difficiles. C'est ainsi qu'elle a négocié et mis au point un plan gigantesque pour l'utilisation rationnelle des eaux du bassin de l'Indus. Depuis 1952, elle avait eu avec les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan des pourparlers au cours desquels elle s'efforçait d'amener les deux parties à conclure un accord sur le partage équitable des eaux. Quand les travaux seront achevés, la production agricole de régions actuellement très pauvres s'en trouvera notablement accrue. Pour réaliser ce projet, la Banque s'est assurée la collaboration de plusieurs gouvernements qui se sont unis à ceux de l'Inde et du Pakistan, et à la Banque elle-même, pour fournir une partie des capitaux étrangers nécessaires à la réalisation du projet. Au nombre de ces gouvernements figure la Nouvelle-Zélande, qui a décidé d'octroyer, sur une période de 10 ans, une somme d'un million de livres néo-zélandaises, prélevée sur les fonds réservés au plan de Colombo. Bien qu'en chiffres absolus cet apport puisse paraître modeste, il n'en témoigne pas moins de l'importance que la Nouvelle-Zélande attache à ce projet, non pas seulement pour des raisons économiques et politiques, mais parce qu'elle y voit la promesse d'un progrès social. La délégation néo-zélandaise espère qu'un accord définitif sera conclu prochainement et que le projet pourra ainsi donner rapidement les résultats dont bénéficieront des millions d'êtres humains en Inde et au Pakistan.

9. M. PEREZ SANTALIESTRA (Espagne) a trouvé dans le rapport de la Société financière internationale (E/3315 et Add.2) un intéressant aperçu des activités de cette institution au cours de l'exercice 1958-1959. Ses investissements à long terme conjointement avec des capitaux privés nationaux et étrangers contribuent utilement à l'expansion économique des pays en voie de développement.

10. Le représentant de l'Espagne a le plaisir d'annoncer que son pays a récemment adhéré à la SFI. Son plan de stabilisation économique nécessitant notamment une réduction du crédit bancaire pour lutter contre l'inflation, l'Espagne a un besoin urgent de capitaux étrangers qui s'associeraient à des capitaux espagnols dans des entreprises privées productives. Afin d'encourager les investissements privés étrangers, le Gouvernement espagnol a d'ailleurs promulgué une loi qui garantit le rapatriement des capitaux et des bénéfices en monnaies étrangères. La SFI, qui est à la fois une institution d'investissement et un organisme de coordination, peut servir utilement d'intermédiaire pour l'investissement de capitaux privés étrangers en Espagne.

11. M. BLACK (Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement) dit combien il a été sensible aux hommages rendus à la Banque. Ils sont pour elle un encouragement à constamment améliorer et étendre ses services.

12. Le PRÉSIDENT propose que le Conseil adopte la résolution habituelle prenant acte des rapports examinés.

*Il en est ainsi décidé.*

13. Au nom du Conseil, le PRÉSIDENT remercie le Président de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement d'avoir présenté les rapports et assisté à la discussion.

La séance est levée à 15 h 35.